

Desserte ferroviaire : le Finistère à la traîne

L'association Investir en Finistère continue à réclamer une amélioration de la desserte ferroviaire.

Objectif : mettre Paris à moins trois heures de train de Brest ou Quimper.

Voici dix ans, en mai 2001, naissait Investir en Finistère. Cette association s'est donné pour vocation de défendre les intérêts du département à travers des actions de « lobbying ». Depuis son origine, l'association réclame une desserte ferroviaire à grande vitesse de la pointe bretonne.

Objectif : mettre Paris à moins trois heures de train de Brest ou Quimper. « C'est une condition *sine qua non* de notre attractivité », a rappelé Jo Le Mer, président sortant d'Investir en Finistère, lors de l'assemblée générale qui s'est tenue jeudi à Brest.

Un expert, Bernard Gérardin, a fait le point sur l'état d'avancement du dossier. Bonne nouvelle, le projet de construction d'une ligne à grande vitesse de 182 kilomètres entre Le Mans et Rennes va démarrer. Son coût est estimé à 3,4 milliards d'euros.

Desserte intra-bretonne

La convention de financement doit être signée cet été. Le Président de la République, Nicolas Sarkozy, l'a confirmé à Crozon jeudi. La mise en service de cette ligne à grande vitesse est prévue pour la fin 2016 ou le début 2017. Elle mettra Paris à 1 h 26 de Rennes, soit un gain de 37 minutes. Et le Finistère à 3 h 30 de la capitale.

« Les choses ont avancé mais plus lentement pour la desserte intra-bretonne », note Bernard Gérardin. D'un montant de 310 millions d'euros, des travaux sont programmés en 2012-2013 afin d'atteindre sur certaines sections des vitesses de 180 à 220 km/h sur les axes Rennes-Brest et Rennes-Quimper. Le gain de



Les travaux programmés en 2012-2013 sur les axes Rennes-Brest et Rennes-Quimper doivent permettre de gagner 4 à 5 minutes de trajet.

temps attendu est de 4 à 5 minutes. « On est encore loin des 3 h 08 de trajet annoncés dans la presse. »

Un programme complémentaire de travaux, d'un montant de 66 millions d'euros, prévoit une modernisation de la signalisation entre Rennes et Redon, ainsi que la possibilité pour les trains de passer à 90 km/h en gare de Rennes. Toutefois, le gain attendu ne dépasse pas la minute.

Le Finistère était ignoré de l'avant-projet de Schéma national des infrastructures de transport de juillet 2010.

La mobilisation de différents acteurs bretons, dont Investir en Finistère, a permis de corriger le tir. En janvier 2011, l'objectif de 3 heures pour le Paris-Brest et le Paris-Quimper réapparaît à nouveau dans ce document officiel.

« Mettre le paquet sur la table »

Un programme d'études exploratoires a été engagé pour atteindre l'objectif de Bretagne à grande vitesse (BGV). L'objectif de gain de temps est de

15 à 20 minutes. « On peut espérer un achèvement des procédures au mieux en 2016 et une fin des travaux en 2019 ou 2020 », indique Bernard Gérardin.

Encore faudra-t-il trouver un financement sachant que le projet breton n'arrive qu'en 27^e position dans les priorités nationales. « Rien n'est encore gagné pour la pointe bretonne », observe Bernard Gérardin. Bien d'autres projets concurrents sont dans les tuyaux, dont une ligne à grande vitesse entre Rennes et Nantes.

Présente à la réunion, la conseillère régionale Bernadette Malgorn a son idée sur la question. « Est-ce qu'il ne faudrait pas prendre une initiative sans attendre Réseau ferré de France ?, s'interroge l'ancienne préfète de région. Le conseil régional vote chaque année 150 millions d'euros d'emprunt dont on ne réalise presque rien. Nous, Bretons, on pourrait mettre le paquet sur la table pour aller plus vite. »

On ne sait pas ce que Jean-Yves Le Drian, président du conseil régional, pensera de la suggestion ainsi formulée...

Olivier MÉLENNEC.

Un nouveau bureau. L'association Investir en Finistère a désigné un nouveau bureau. Président, Frank Bellion, président de la CCI de Brest. Vice-président, Jean Le Vourc'h, Crédit Agricole. Secrétaire, Jean-Pierre Denis, Crédit Mutuel-Arkea. Trésorier, Jo Le Mer. Pascal Gourin, directeur de la CCI de Morlaix, remplace son homologue brestois, Michel Gourtay, comme délégué général.